CSAL du 18 janvier 2024 :

Déclaration des élu.e.s CGT

Monsieur le Président,

Avant de débuter ce CSAL nous nous devons de revenir sur l'actualité médiatique et judiciaire de notre direction, ou plus exactement de notre ex-directeur général.

En effet, nous avons découvert le 12 janvier dernier que le Directeur Général changeait d'étage pour occuper le poste de directeur de cabinet de Bruno Le Maire.

Une promotion politique sans doute pour « ce grand commis de l'Etat », comme certains aiment à présenter les hauts fonctionnaires. Un grand commis qui s'est manifestement distingué en sa qualité de conseiller fiscal ou plutôt de conseiller en contournement fiscal et social au profit du PSG.

C'est ce même homme qui, dans un rôle de composition digne de la comedia del arte, claquait la porte des négociations indemnitaires en décembre dernier, prétextant avoir été outré par un tract syndical, alors qu'il savait sans doute déjà qu'il quitterait son poste et après avoir proposé royalement aux agents des finances publiques **3 points d'ACF, soit 46 centimes brut d'augmentation par jour.**

Nous avons là l'illustration du discours sans la méthode.

Un décalage entre le discours et le réel que nous retrouvons d'ailleurs dans les documents du CSAL de ce jour, que ce soit sur la question des emplois comme sur celle du transfert du contentieux du recouvrement du SIE au PRS. Nous aurons l'occasion d'y revenir en détail lors de cette réunion.

En fait, du gouvernement jusqu'aux hauts fonctionnaires on nous rebat les oreilles sur les valeurs républicaines et le principe d'égalité des citoyens mais qu'en est-il vraiment ?

A la CGT Finances Publiques, nous sommes attachés à l'égalité de traitement devant l'impôt et à la lutte contre la fraude fiscale.

Force est de constater que ce principe serait adaptable par les Ministres et Directeurs selon la « qualité » du contribuable, selon sa classe et son rang pour être précis.

On n'ose imaginer ce qu'il adviendrait d'un agent des finances publiques « de base » qui s'aventurerait sur le terrain du conseil en contournement fiscal…… Une promotion sans doute à n'en pas douter.

Mais à vrai dire, il faut bien reconnaître que M. Fournel c'est la voix de son maître.

La période regorge en effet de « modèles » :

Un Ministre convaincu de conflit d'intérêts ….. mais à l'insu de son plein gré comme le cycliste Richard Virenque en matière de dopage.

Un secrétaire général de la Présidence mis en examen pour conflit d'intérêts et qui reste en poste.

Une Ministre de l'Education Nationale qui ment sciemment et inscrit ses enfants dans une école catholique traditionnaliste qui bafoue les principes républicains….. Cette même Ministre qui manifestement respecte les citoyens et ne les prend pas pour n'importe qui en déclarant : *« **je n'ai pas menti mais la réalité ne me donne pas raison*** ».
La même qui déclarait lors d'une audition au parlement au sujet de la gestion de la fédération française de Tennis dont elle avait été salariée pour un salaire annuel de 500 000 € : « … ***je suis mal payée au regard de la quantité d'heures que je m'enfourne.***.. »

Jusqu'au Président de la République qui, lors de sa très longue conférence de presse, ose nous dire (à la 22ème min et 30 secondes) : « ***j'ai rouvert des trésoreries*** »…….. alors que **sous son mandat elles ont toutes fermé !**

Mais à les entendre tous, ce seraient eux les garants des valeurs républicaines……

On est bel et bien dans le monde d'Orwell et du Ministère de la Vérité qui était en fait celui du mensonge et de la propagande.

A ce titre il faut bien décrypter le discours du Président et nous découvrons alors ce que ce gouvernement au service du capital nous prépare :

♦Pour les fonctionnaires, l'enterrement du statut (présenté comme un carcan et une rente), et l'instauration de la rémunération au mérite individualisée.

♦Nouvelle remise en cause des droits des chômeurs.

♦Nouvelle réduction des droits des salariés avec une seconde vague, après les ordonnances Macron de 2017, de mise en pièces du code du travail.

♦Augmentation sans précédent du budget militaire au détriment des budgets sociaux.

Et tout cela avec un président et un gouvernement minoritaire qui ne cessent d'user de l'article 49.3 (23 fois en 18 mois) pour faire passer leurs projets dans un abaissement continu du rôle du parlement et de la démocratie parlementaire.

La situation politique du pays, et même si comparaison n'est pas raison, a un parfum des années 30 : affairisme, reculs démocratiques, remises en cause de libertés publiques, logique du bouc émissaire, loi immigration qui retranscrit des pans entiers du programme du rassemblement national.

Une situation qui nous invite à rappeler la citation d'Antonio Gramsci qui, du fond des geôles Mussoliniennes, prévenait : « ***un monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair obscur surgisse les monstres*** ».

La loi immigration de Macron-Darmanin-Le Pen en est une illustration.

Nous donnons rendez-vous à tous les citoyens dans les manifestations et rassemblements qui seront organisés dimanche 21 janvier contre cette loi de la honte.

Rassemblement à Tarbes DIMANCHE 21 JANVIER à 11 h 00
Place Marcadieu.

PS : A l'heure où nous tenions le CSAL des Hautes Pyrénées nous apprenions par voie de presse que les bureaux de M.Fournel avaient été perquisitionnés.